

**Arrêté n° 2022-PREF/DCPPAT/BUPPE/200 du 13 octobre 2022  
mettant en demeure la société FERELEC INDUSTRIES de respecter les prescriptions  
applicables pour son établissement situé 30, rue Gutenberg Z.I. La Marinière sur le  
territoire de la commune de BONDOUFLE (91070)**

**LE PRÉFET DE L'ESSONNE**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Bertrand GAUME, Préfet Hors-classe, en qualité de Préfet de l'Essonne ;

VU le décret du 8 janvier 2019 portant nomination de M. Benoît KAPLAN, administrateur civil hors classe, en qualité de sous-préfet, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2022-PREF-DCPPAT-BCA-127 du 23 août 2022 portant délégation de signature à M. Benoît KAPLAN, Secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009.PREF.DCI3/BE 0014 du 27 février 2009 autorisant la société FERELEC INDUSTRIES, à exploiter au 30 Rue Gutenberg Z.I. La Marinière 91070 BONDOUFLE, les activités suivantes relevant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement :

- 2565 - Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670.
  - 2- a) Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 1 500 l, régime de l'enregistrement
  - 3- Traitement en phase gazeuse ou autres traitements, régime de la déclaration contrôlée

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 23 mai 2022, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 7 mars 2022, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 13 juin 2022 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 06 juillet 2022,

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 7 mars 2022, l'inspecteur a constaté la non-conformité suivante :

- défaut de transmission d'un dossier de porter-à-connaissance suite aux nouveaux aménagements des ateliers

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2009.PREF.DCI3/BE 0014 du 27 février 2009

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société FERELEC INDUSTRIES de respecter ces dispositions, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

## ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** La société FERELEC INDUSTRIES, exploitant une installation sise 30 Rue Gutenberg Z.I. La Marinière 91070 BONDOUFLE, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2009.PREF.DCI3/BE 0014 du 27 février 2009, en transmettant un dossier de porter-à-connaissance suite aux nouveaux aménagements des ateliers et plus précisément les éléments permettant une mise à jour, de l'évaluation des effets thermiques d'un incendie et des besoins d'extinction et en rétention, de l'étude en date de mai 2016, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 : Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>), dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

### **ARTICLE 4 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la préfecture,  
Les inspecteurs de l'environnement,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la société FERELEC INDUSTRIES, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Monsieur le Maire de BONDOUFLE.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Benoît KAPLAN